

LA BANQUE POSTALE HOME LOAN SFH

Rapport financier annuel

31 décembre 2019

La Banque Postale Home Loan SFH
Société anonyme au capital de 210 000 000 euros
Siège social : 115, rue de Sèvres – 75275 Paris Cedex 06
522 047 570 RCS Paris

Rapport financier annuel 31 décembre 2019

1. Rapport de gestion	Page 3
2. Comptes annuels 2019	Page 30
3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2019	Page 49
4. Rapport du Conseil sur le gouvernement d'entreprise	Page 54
5. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	Page 62
6. Attestation de responsabilité	Page 64

1. Rapport de gestion 2019

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 29 MAI 2020

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ANNUELLE

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte en application des dispositions légales et statutaires pour, d'une part, vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir et, d'autre part, soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice, ainsi que la ratification de la cooptation de deux administrateurs et la modification des statuts de la société.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

PREMIERE PARTIE

RAPPORT DE GESTION

1 SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1.1 Présentation de la Société et de son cadre réglementaire

1.1.1 Présentation de la Société

La Banque Postale Home Loan SFH¹, initialement créée sous la forme d'une SAS², a pris la forme de Société Anonyme par décision des associés lors de l'AGE du 7 février 2013. La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de minimum trois administrateurs et maximum dix-huit. La Banque Postale Home Loan SFH est agréée en France en tant qu'établissement de crédit avec le statut d'établissement de crédit spécialisé – Société de Financement de l'Habitat³.

¹ La Banque Postale Home Loan SFH ou LBP HL SFH ou la SFH ou l'Emetteur.

² Cf. glossaire en annexe 2.

³ A l'entrée en vigueur du règlement européen Capital Requirements Regulation (CRR), la société a pris le statut d'établissement de crédit spécialisé (depuis le 1er janvier 2014). La Banque Postale Home Loan SFH est sous la supervision de la Banque Centrale Européenne.

Conformément à ses statuts, la société a pour objet de financer des prêts à l'habitat. Le refinancement de ces opérations s'appuie sur un programme de 20 milliards d'euro d'émissions d'Obligations de Financement de l'Habitat (Covered Bond) notées AAA⁴.

Le mécanisme consiste à émettre des EMTN et de transférer le principal de ces émissions à LBP sous forme de prêts collatéralisés par un portefeuille de prêts immobiliers. Ces obligations bénéficient du privilège légal tel que défini par le Code monétaire et financier (article L.513-11). La Banque Postale Home Loan SFH n'a pas de salarié. La gestion de l'activité est supportée par La Banque Postale selon le contrat de service et d'externalisation établi entre les deux sociétés. En tant que SFH, la société a la possibilité de se refinancer auprès de la Banque Centrale.

Principales activités de l'Emetteur (extrait du prospectus de base de la société)

Pour réaliser son objet social (en vertu de l'article 2 de ses statuts), LBP Home Loan SFH peut notamment exercer les activités et opérations suivantes :

- consentir à toute institution de crédit des prêts garantis par la remise, la cession ou le nantissement de créances attachées à des crédits à l'habitat⁵
- acquérir des billets à ordre émis par toute institution de crédit⁶;
- pour le financement des prêts susmentionnés, d'émettre des obligations de financement de l'habitat bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code monétaire et financier et de recueillir d'autres ressources dont le contrat d'émission ou de souscription mentionne ce privilège.

LBP Home Loan SFH peut également assurer le financement des activités mentionnées ci-dessus par l'émission d'obligations ou de ressources ne bénéficiant pas du privilège de l'article L. 513-11 du Code monétaire et financier. Cependant, LBP Home Loan SFH n'est pas autorisée à détenir toute forme d'intérêt en capital (participations) dans toute entité.

Les actifs de La Banque Postale Home Loan SFH sont composés de prêts à l'habitat et de valeurs de remplacement, éligibles à une société de financement de l'habitat en application du cadre légal français.

Les fonds de chaque émission sécurisée sont prêtés à LBP sous la forme d'un prêt collatéralisé de même montant nominal et de même maturité, comportant une marge additionnelle sur l'émission. La Banque Postale Home Loan SFH n'a donc pas d'autre risque de taux d'intérêt⁷ que celui généré par le remplacement des capitaux propres de la société.

Les actifs apportés en garantie sont soit des crédits hypothécaires (hypothèque ou privilège de prêteur de deniers) soit des crédits cautionnés. Au 31/12/2019, 100 % des crédits bénéficiant d'une caution personne morale étaient cautionnés par l'établissement Crédit Logement.

⁴ A la date de parution du présent document.

⁵ En vertu des et conformément aux dispositions des articles L. 211-36 à L. 211-40 ou des articles L. 313-23 à L. 313-35 du Code monétaire et financier.

⁶ En vertu des et conformément aux dispositions des articles L.313-43 à L. 313-48 du Code monétaire et financier et dont l'émission a pour objet de refinancer les créances attachées à des crédits à l'habitat qui satisfont aux critères juridiques définis par l'article L. 513-29 du Code monétaire et financier.

⁷ Cf. paragraphe 2 relatif au risque de taux

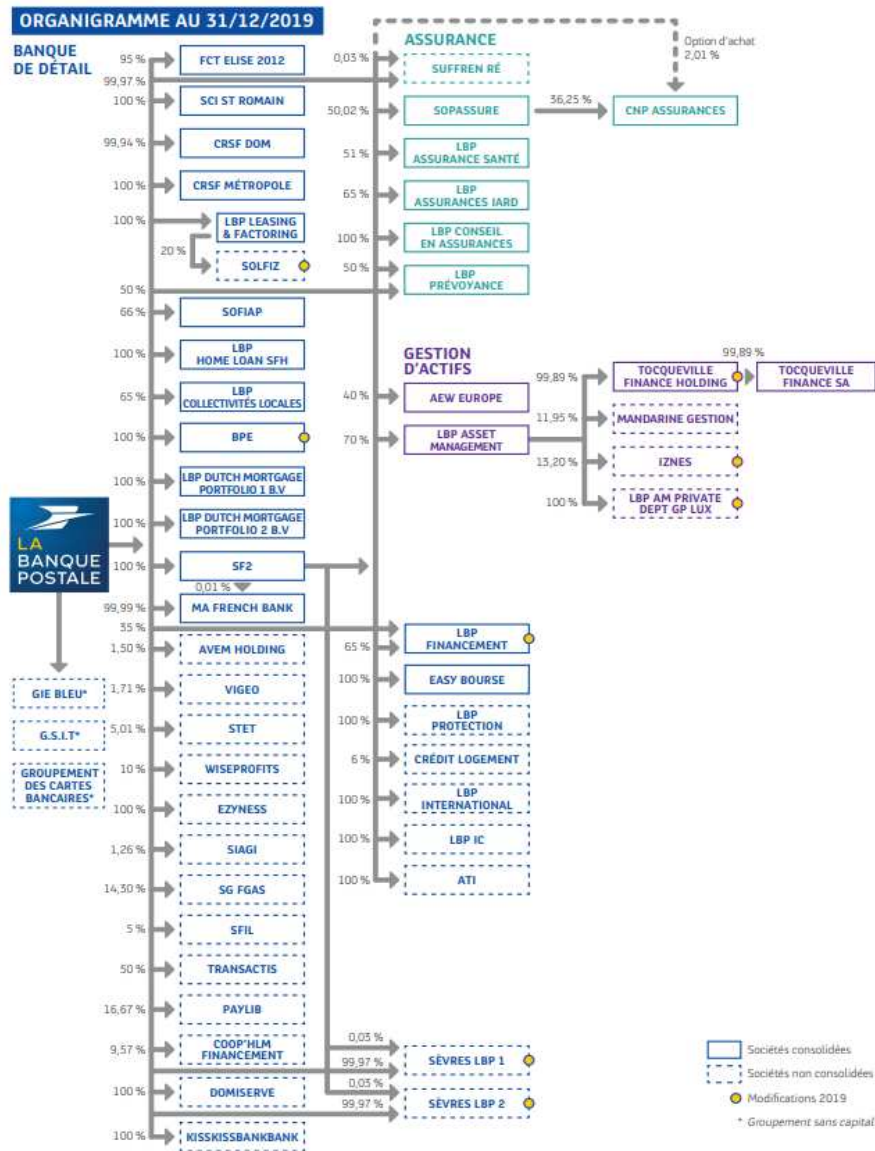
➤ Description du Groupe de l'Emetteur et de la position de l'Emetteur au sein du Groupe

Les éléments ci-après sont extraits du prospectus de base de la SFH dans sa version visée par l'AMF le 30 septembre 2019.

La Banque Postale⁸ est une filiale détenue à 100%, à l'exception du prêt d'une (1) action au Président du Conseil de Surveillance, par La Poste, qui est l'entité mère du groupe La Banque Postale (le "Groupe La Banque Postale").

La Banque Postale Home Loan SFH (l'Emetteur) est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit français en tant que société de financement de l'habitat.

LBP est un établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et supervisé directement par la Banque centrale européenne. Son rôle consiste à assister LBP Home Loan SFH dans ses activités en qualité d'établissement support, tel que défini par la réglementation applicable aux sociétés de financement de l'habitat, notamment au sens de l'article L. 513-15 du Code monétaire et financier.



⁸ La Banque Postale ou LBP.

➤ Degré de dépendance de l'Emetteur à l'égard d'autres entités du Groupe

Le rôle de LBP est d'assister la SFH pour le refinancement des crédits à l'habitat d'une part et d'assurer la gestion opérationnelle d'autre part. Les relations sont encadrées par un ensemble de documents tels que précisé dans le prospectus de base. Les éléments ci-après sont extraits du prospectus de base de la SFH dans sa version visée par l'AMF le 12 avril 2019.

- LBP Home Loan SFH et LBP ont conclu un contrat de crédit non confirmé intitulé "Uncommitted Facility Agreement" (le "Contrat de Crédit") définissant les termes et conditions en vertu desquels l'Emetteur s'engage à utiliser le produit de l'émission des Titres pour accorder des prêts à LBP pour un montant total maximum correspondant à la Limite du Programme.
- Le Contrat de Crédit est garanti par le biais d'un contrat de garantie intitulé "Collateral Security Agreement" (le "Contrat de Garantie") en vertu duquel LBP s'engage, en garantie de ses obligations financières, à transférer par le biais d'une remise en pleine propriété à titre de garantie au bénéfice de LBP Home Loan SFH⁹, de crédits à l'habitat respectant les critères d'admissibilité prévus à l'article L. 513-29 du Code monétaire et financier, et d'autres actifs au sens du cadre légal français applicable aux sociétés de financement de l'habitat.
- LBP Home Loan SFH a également conclu les contrats suivants avec LBP :
 - une convention d'externalisation et de fourniture de services ;
 - une convention de gestion ;
 - une convention de compte ; et
 - une convention de remise en pleine propriété à titre de garantie.

1.1.2 Cadre réglementaire

Les éléments ci-après sont extraits du prospectus de base de la SFH dans sa version visée par l'AMF le 12 avril 2019.

LBP Home Loan SFH (l' « Emetteur ») est un établissement de crédit spécialisé au sens de l'article L.513-1 du Code monétaire et financier qui, en cette qualité, ne peut effectuer que les opérations de banque résultant des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont propres ou de la décision d'agrément qui la concerne.

Conformément à son agrément en tant que société de financement de l'habitat, LBP Home Loan SFH « a pour objet exclusif de consentir ou de financer des prêts à l'habitat et de détenir des titres et valeurs dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat » dans les conditions définies aux articles L.513-28 et suivants du Code monétaire et financier.

En tant qu'établissement de crédit, LBP Home Loan SFH est soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR ») et au respect des dispositions du Règlement européen n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (« CRR », Capital Requirements Regulation). LBP Home Loan SFH est exemptée du respect sur base individuelle des ratios de capital, conformément aux dispositions de l'article 7 de CRR.

⁹ Conformément aux articles L. 211-36 et suivants du Code monétaire et financier

En tant que société de financement à l'habitat, LBP HL SFH est soumise au règlement N°99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et financière et aux instructions ACPR spécifiques : Instruction 2016-I-09 relative au ratio de couverture des sociétés de financement de l'habitat ; Instruction 2014-I-17 relative aux états réglementaires mentionnés à l'article 10 du règlement CRBF n°99-10 du 9 juillet 1999 73 ; Instruction 2011-I-07 relative à la publication par les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat d'informations relatives à la qualité des actifs financés. Les crédits immobiliers apportés en garantie sont identifiés unitairement dans le Système d'Information.

1.2 Activité 2019

1.2.1 Environnement Macro-économique¹⁰

Un environnement international économique complexe

Les facteurs d'incertitude qui avaient marqué l'année 2018 se sont prolongés et intensifiés en 2019. La guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis a continué, marquée par l'alternance de périodes d'apaisement et d'escalade des tensions. Les négociations entre les deux puissances ont néanmoins abouti à un accord partiel à la fin de l'année qui a été signé le 15 janvier 2020. Le feuilleton du Brexit a également marqué l'année 2019, la probabilité que Britanniques et Européens ne parviennent pas à s'entendre ayant été forte pendant une grande partie de l'année. Boris Johnson a finalement gagné son pari en organisant des élections législatives anticipées en décembre. La nette victoire des conservateurs lui a permis de faire valider par le Parlement britannique l'accord de divorce conclu fin octobre avec les négociateurs de l'UE. Cela devrait conduire à une sortie du Royaume-Uni le 31 janvier. Enfin, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient sont restées élevées.

Le ralentissement de la croissance mondiale amorcé en 2018 s'est poursuivi en 2019. La détérioration de l'environnement économique international a pesé sur le commerce mondial qui a marqué un coup d'arrêt et la production industrielle s'est nettement infléchie depuis l'automne 2018. La croissance américaine a légèrement baissé mais a plutôt bien résisté malgré d'importantes difficultés au sein du secteur manufacturier. L'économie chinoise a subi un net ralentissement, lié en partie aux tensions commerciales avec les Etats-Unis qui grèvent ses échanges mais également à une demande intérieure grippée.

Face au risque accru d'un ralentissement marqué de l'activité, les banques centrales ont opéré un changement de ton important durant l'année 2019 et leurs politiques monétaires ont pris un tour résolument accommodant. Les taux d'intérêt des emprunts d'État à 10 ans ont atteint un niveau extrêmement bas, voire négatif, dans de nombreux pays européens au cours de l'été avant de légèrement remonter.

Affaiblissement de la croissance en zone euro

La croissance de la zone euro s'est affaiblie en 2019. Les enquêtes de conjoncture sont restées moroses tout au long de l'année, notamment dans l'industrie manufacturière. L'activité dans le secteur des services a mieux résisté mais a perdu progressivement de la résilience en fin d'année face au tassement de l'activité industrielle.

En Allemagne, l'industrie a été marquée par un impressionnant trou d'air. L'économie allemande, très ouverte, a beaucoup souffert du tassement du commerce mondial mais fait également face à des faiblesses structurelles. En Espagne, l'activité économique a légèrement décéléré, tout en conservant un rythme de croissance supérieur au rythme de croissance moyen en zone euro. En Italie, la croissance est restée très faible tout au long de l'année, avec notamment une demande intérieure atone.

Au Royaume-Uni, l'environnement politique très incertain pesé sur l'activité en 2019 mais des éléments de soutien ont subsisté. La consommation des ménages a accéléré et les créations d'emploi se sont poursuivies. En revanche, face à une très forte incertitude, les entreprises compriment leurs investissements depuis un an et demi.

¹⁰ Ces paragraphes sont extraits de l'Universal Reference Document La Banque Postale portant sur l'année 2019.

Plusieurs freins à la croissance française ont émaillé l'année 2019

La croissance de l'économie française a ralenti et s'est stabilisée autour de 1 % l'an en 2019, après 1,5 % en 2018. Malgré une progression assez soutenue de leur revenu après impôts, les Français se sont montrés prudents. Les ménages n'ont en effet pas consommé la totalité de surcroît de revenu lié aux mesures budgétaires et fiscales adoptées par le gouvernement fin 2018. Les exportations ont été affaiblies en 2019 par une demande mondiale quasiment atone. Les entreprises ont bénéficié de la coexistence du crédit d'impôt au titre du CICE de 2018 (versé avec un an de décalage) et de la baisse des cotisations sociales employeurs. Cela s'est traduit par une amélioration de leur situation financière et un investissement en équipement dynamique. Les créations d'emplois se sont poursuivies à un rythme relativement soutenu.

Le cours du pétrole reste modéré

Le cours du pétrole a nettement augmenté durant la première partie de l'année après la forte chute de la fin de l'année 2018. Le baril de Brent de la mer du Nord, qui valait moins de 54 dollars fin décembre 2018, a augmenté de 20 dollars environ pour atteindre presque 75 dollars en avril. Fin 2018, l'Opep et une dizaine d'autres pays, dont la Russie, ont décidé de réduire leurs quotas de production. Cette limitation de l'offre a été en partie compensée par l'augmentation de la production de pétrole aux Etats-Unis. Suite au regain de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis au printemps, les inquiétudes quant à l'évolution de la demande mondiale d'énergie ont pesé sur le cours du brut et le cours a fluctué autour de 60 dollars/baril pendant plusieurs mois. Les tensions sont pourtant restées vives au Moyen-Orient. En fin d'année, l'annonce d'une intensification de la réduction de l'offre de l'OPEP et de ses alliés a entraîné une hausse du cours du baril qui a terminé l'année à 66 dollars.

Remontée de l'inflation en zone euro en lien avec la hausse des prix de l'énergie

L'inflation est restée faible en zone euro en 2019, autour de 1 % sur un an. L'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) est également demeurée modérée. Elle a cependant légèrement augmenté en fin d'année. Cette accélération des prix s'explique surtout par une hausse de l'inflation sous-jacente un peu plus marquée en Allemagne où elle a gagné environ 0,5 point en un an et demi, en lien avec la progression soutenue des salaires. En France, l'inflation est légèrement plus faible qu'en zone euro.

Baisse marquée des taux d'intérêt

Alors qu'au début de l'année, une large majorité des banques centrales étaient, soit engagées dans une phase de normalisation de leur politique monétaire, soit dans l'attente d'une opportunité de l'initier, elles ont opéré un changement de ton important au printemps et leurs politiques monétaires ont pris un tour résolument accommodant à l'été. La Réserve fédérale aux Etats-Unis a ainsi procédé à trois baisses de son taux directeur. En zone euro, la BCE a également diminué en septembre un de ses taux directeurs et a relancé son programme de rachats d'actifs. De plus, conséquence de cet environnement international très incertain, les investisseurs se sont réfugiés sur les actifs qu'ils considèrent comme les plus sûrs. Les taux d'intérêt des emprunts d'État à 10 ans ont atteint un niveau extrêmement bas, voire négatif, dans de nombreux pays européens au cours de l'été avant de légèrement remonter. Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans des emprunts d'Etat de référence (T-Notes) a perdu 80 points de base sur l'année, à 1,9 % en décembre. En France, le taux à 10 ans des emprunts d'Etat de référence (OAT 10 ans) a également reculé de près de 60 points de base, alors que son équivalent allemand a perdu plus de 40 points de base. Ce dernier est resté en territoire négatif depuis le début du mois de mai. L'OAT 10 ans est devenu négatif à la fin du mois de juin, avant de repasser en territoire positif à la fin de l'année. Il s'établissait fin 2019 autour de 0,05 %. Ce repli des taux longs a entraîné un net rapprochement des taux d'intérêt de court terme et de long terme. Au sein de l'Union européenne, la réduction des écarts de taux s'est poursuivie.

De leur côté, les taux d'intérêt interbancaires de la zone euro ont baissé du fait des décisions de politique monétaire prises par la BCE en septembre. Cette dernière a en effet baissé de 10 points de base (à 0,5 %) son taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales à la banque centrale, le véritable taux directeur pour la zone euro actuellement. En conséquence, l'Eonia a baissé de 10 points de base à 0,45 %. De son côté l'Euribor 3 mois (le taux auquel les grandes banques se prêtent pour une durée de trois mois) a baissé à 0,40 %.

Enfin, les taux des livrets réglementés (Livret A, Livret de développement durable, Livret d'épargne populaire, compte épargne logement) sont restés stables. Le taux du Livret A a été maintenu à 0,75 %. De même, le taux de rémunération du PEL (Plan d'épargne logement) est resté à 1 %.

Remontée des cours sur les places financières

A la faveur notamment de l'avancée des discussions commerciales sino-américaines, les Bourses mondiales ont connu un vif rebond au début de l'année 2019, avec un point culminant atteint fin avril. En mai, l'enlèvement voire la brusque détérioration des relations sino-américaines a suscité d'abord la prudence puis la défiance des investisseurs. L'été a été mouvementé et les cours ont évolué au gré des annonces concernant les tensions commerciales entre Washington et Pékin. En fin d'année, le contexte d'apaisement des relations entre les deux puissances économiques a entraîné un regain d'appétit pour le risque des investisseurs. Les indices américains ont notamment atteint des niveaux record. En un an, le CAC 40, proche de 6 000 points, a progressé de plus de 26 %.

1.2.2 Activité de la Société en 2019

Le résultat net après impôt de l'exercice 2018 a été affecté au poste report à nouveau.

Sur 2019, les soldes fin de mois des comptes à vue sont les suivants :

Date	Compte CCP Montants en euros	Compte Banque de France Montants en euros
31/12/2018	1 584 281.93	5 988.73
31/01/2019	12 465 388.21	9 887.53
28/02/2019	12 257 531.21	30 679.23
31/03/2019	12 110 467.28	10 360.46
30/04/2019	25 536 707.23	8 287.91
31/05/2019	24 725 979.11	10 468.31
30/06/2019	24 444 008.11	273 126.81
31/07/2019	24 719 610.47	17 973.61
31/08/2019	24 692 283.90	75 733.70
30/09/2019	25 050 194.02	34 341.73
31/10/2019	24 154 839.21	335 952.07
30/11/2019	24 098 878.70	541 790.87
31/12/2019	24 533 755.26	27 730.29

(Hors gage-espèces de 25 000 000 €)

Fin 2019, la Société a renouvelé son adhésion à la fondation « the Covered Bond Label Foundation », dont l'objectif est de promouvoir des standards de qualité et de transparence sur le marché européen des obligations sécurisées. La société publie tous les mois un reporting au format harmonisé avec les autres émetteurs sur son site internet.

Dans le cadre du programme et en application de l'article R.513-16, IV du Code monétaire et financier, le Conseil d'administration a fixé le montant maximum des programmes trimestriels d'émissions comme suit :

- 4 500 millions d'euros ou contre-valeur en euros des émissions en devises pour le 1er trimestre 2019 ;
- 2 410 millions d'euros ou contre-valeur en euros des émissions en devises pour le 2ème trimestre 2019 ;
- 2 330 millions d'euros ou contre-valeur en euros des émissions en devises pour le 3ème trimestre 2019 ;
- 1 830 millions d'euros ou contre-valeur en euros des émissions en devises pour le 4ème trimestre 2019.

En 2019, la société a émis pour 4 170 millions d'euros d'obligations de financement de l'habitat dans le cadre de son programme de Covered Bonds, sous format EMTN ou Namens. Cela s'est traduit par la mise au marché de :

- deux émissions publiques de 750 millions d'euros et de 1 000 millions d'euros respectivement à 7 ans et 10 ans au format EMTN ;
- un abondement de 250 millions d'euros sur une souche de maturité octobre 2028 (format EMTN) ;
- quatre émissions retained de 500 millions d'euro de maturités allant de 4 à 6 ans au format EMTN
- deux placements privés pour un total de 70 millions d'euros à 20 ans chacune au format EMTN ;
- 2 placements privés au format NAMENS pour un cumul de 100 millions d'euros avec des maturités de 20 et 25 ans.

Série	ISIN	Montant (en MEUR)	Date de règlement	Maturité	Durée en années	Taux	Format
24	FR0013397338	500	17/01/2019	17/01/2024	5.0	Fixe	Soft (Retained)
25	FR0013399169	750	30/01/2019	30/01/2026	7.0	Fixe	Soft
TAP - 20	FR0013369667	250	06/02/2019	04/10/2028	9.7	Fixe	Soft
26	FR0013400744	40	11/02/2019	11/02/2039	20.0	Fixe	Hard
27	FR0013401999	500	18/02/2019	18/02/2025	6.0	Fixe	Soft (Retained)
RCB27	NSVS027	50	14/03/2019	14/03/2039	20.0	Fixe	Soft
RCB28	NSVS028	50	23/04/2019	25/04/2044	25.0	Fixe	Hard
28	FR0013416724	30	29/04/2019	29/04/2039	20.0	Fixe	Hard
29	FR0013434651	500	17/07/2019	17/07/2024	5.0	Fixe	Soft (Retained)
30	FR0013454733	1 000	21/10/2019	22/10/2029	10.0	Fixe	Soft
31	FR0013462207	500	22/11/2019	22/11/2023	4.0	Fixe	Soft (Retained)

En relation avec les émissions d'obligations sécurisées au fil de l'année, le cover pool a été régulièrement rechargé de crédits immobiliers en 2019 afin de conserver des taux de couverture suffisants. Ainsi, les ratios de couverture se sont révélés bien au-delà des attendus réglementaire (105 %) et contractuel (108,1 %) en 2019. Le ratio ACT et le ratio de couverture réglementaire sont tous deux supérieurs à 134 % au 31/12/2019. Leurs niveaux sont restitués sur le site internet de la société selon le format HTT du Label European Covered Bond Company.

Par ailleurs, l'encours total émis depuis début de l'année 2020 est de 1 250 MEUR sous la forme des 2 émissions suivantes :

- 1 émission publique de 750 MEUR ;
- 1 émission « retained » de 500 MEUR.

Série	ISIN	Montant (en MEUR)	Date de règlement	Maturité	Durée en années	Taux	Format
32	FR0013481942	500	07/02/2020	07/05/2024	4.2	Fixe	Soft (Retained)
33	FR0013482890	750	12/02/2020	12/02/2035	15.0	Fixe	Soft

2 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES, DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

2.1 Informations clés sur les principaux risques

Les facteurs de risques auxquels est exposée la SFH sont décrits dans le prospectus de base daté du 12 avril 2019 en page 57 et suivantes¹¹.

3 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

3.1 Textes de référence en matière de contrôle interne

Le contrôle interne de La Banque Postale Home Loan SFH est organisé à partir des dispositions du Code monétaire et financier, de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne et de la réglementation prudentielle, applicables aux établissements de crédit ainsi que par les textes spécifiques au régime des sociétés de financement de l'habitat.

La Société étant intégrée au système de contrôle interne de La Banque Postale, ses fondements réglementaires sont formalisés et complétés par des documents internes à La Banque Postale ; soit en matière de contrôle périodique, par la « Charte de l'Inspection Générale », soit en matière de contrôle permanent, par la note de référence « Les éléments clés de contrôle » et « La Politique de Maîtrise des Risques ».

Ces documents sont eux-mêmes déclinés en processus et procédures opérationnels de contrôle.

En complément, la Convention d'externalisation et de fourniture de services¹², conclue entre la Société et La Banque Postale le 16 juillet 2013 et validée par le Conseil d'administration de la Société :

- décrit les modalités d'exécution par La Banque Postale des obligations réglementaires de la Société qui résultent de sa qualité d'établissement de crédit spécialisé ;
- prévoit les modalités de contrôles par la Société, le cas échéant par un tiers, sur les prestations de services essentielles confiées à La Banque Postale, en conformité des articles 21 et 231 et suivants de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

3.2 Principes fondamentaux

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques de la Société s'inscrit dans les principes fixés par le Groupe La Banque Postale, à partir desquels chaque ligne métier et filiale décline ses priorités d'actions et le dispositif de maîtrise des risques associé. Ces fondamentaux sont décrits dans l'Appétence pour le risque du Groupe et dans la Politique de Maîtrise des Risques.

Le contrôle interne de la Société s'appuie essentiellement sur le dispositif de contrôle interne de La Banque Postale (cf. infra les acteurs ou structure exerçant les activités de contrôle), lequel repose sur :

- la responsabilité de tous les acteurs, fondement d'un dispositif de maîtrise et de contrôle efficace ;
- la proportionnalité des contrôles au niveau du risque à maîtriser ;

¹¹ Un résumé des facteurs de risques figure en page 48 du prospectus de base et suivantes.

¹² Le cas échéant son ou ses avenants.

- l'exhaustivité du périmètre du dispositif de contrôle. Toutes les activités du Groupe La Banque Postale sont couvertes par le dispositif de contrôle interne ainsi que les prestations de services essentielles externalisées.

La mise en œuvre du contrôle interne est essentiellement réalisée par La Banque Postale. Depuis l'exercice 2017, une partie du contrôle de deuxième niveau portant sur les activités de la Société est confiée à un tiers. Ce tiers est également en charge de l'assurance de la réalisation par La Banque Postale de contrôles de deuxième niveau qui lui reviennent.

3.3 Organisation du contrôle interne

Le Directeur Général de La Banque Postale Home Loan SFH, également Directeur de la Banque de Financement et d'Investissement de La Banque Postale, est responsable de la mise en œuvre du contrôle interne, sous le contrôle du Conseil d'Administration de La Banque Postale Home Loan SFH qui à cet effet, est informé des travaux du Comité des Risques. Il est assisté dans cette fonction par les Directeurs Généraux Délégués et par le responsable de la gestion des risques de La Banque Postale Home Loan SFH également responsable de la gestion des risques¹³ de la BFI. Ainsi, le dispositif de contrôle interne de la Société se structure autour :

- d'un dispositif de contrôle permanent de 1er et 2ème niveau (celui-ci réalisé en partie avec le concours d'un prestataire externe), ainsi que d'un contrôle périodique mis en œuvre par la Banque ;
- d'un Comité de Coordination du Contrôle Interne et Déontologie dédié à la Société présidé par le Directeur Général de La Banque Postale Home Loan SFH et chargé de la coordination entre les différents acteurs du contrôle interne de La Banque Postale. Ce Comité :
- examine les principaux risques de toute nature auxquels est exposée la Société ;
- suit la mise en œuvre du plan de contrôle permanent et des mesures correctives au titre des activités externalisées auprès de La Banque Postale ;
- suit la mise en œuvre des engagements pris par La Banque Postale à la suite des missions d'audit internes et externes.

Le dispositif de contrôle permanent couvre les risques identifiés et évalués sur les six processus de La Banque Postale Home Loan SFH dont :

- deux sont spécifiques à son activité : gestion du cover pool et production des reportings réglementaires et contractuels dont le rapport sur la qualité des actifs ;
- quatre sont intégrés dans les processus de La Banque Postale : gouvernance, gestion opérationnelle, gestion financière et intermédiation financière.

La fréquence des contrôles est arrêtée en fonction de l'évaluation du niveau de risque qui est réalisée dans le cadre de la revue des processus réalisées à tout le moins annuellement.

La détermination de l'ACT permet de s'assurer périodiquement de la valeur du cover pool respecte les limites contractuelles et légales de surdimensionnement. Des traitements préalables sont mis en place et visent à s'assurer que les prêts apportés en garantie respectent les critères légaux et contractuels d'éligibilité. La valeur des biens apportés en garantie est également réévaluée lors de ces traitements périodiques.

Les contrôles visent également à s'assurer de la cohérence entre la durée de vie moyenne des émissions et la durée de vie moyenne résiduelle des prêts apportés en garantie.

¹³ Le risk management de la BFI est rattaché hiérarchiquement à la direction des risques du groupe et fonctionnellement au directeur de la BFI

Les reportings réglementaires et contractuels spécifiques à un établissement de financement à l'habitat sont réalisés conformément aux attentes et dans les délais définis par l'ACPR, les agences de notation ou encore le Cover Bond label.

➤ **Contrôle permanent de 1^{er} niveau**

Les contrôles permanents de 1^{er} niveau sont assurés par les opérationnels (Front Office, Middle Office et Back Office) de La Banque Postale dans le cadre de la prise en charge des traitements comptables, administratifs, réglementaires et informatiques nécessaires au fonctionnement de la Société. Les contrôles sont effectués dans le cadre d'autocontrôles, de contrôles hiérarchiques, de contrôles croisés ou automatiques.

Le résultat des contrôles de premier niveau est présenté dans le cadre du Comité Opérationnel.

➤ **Contrôle permanent de 2^{ème} niveau**

Les contrôles permanents de 2^{ème} niveau intègrent sous la responsabilité de La Banque Postale les contrôles réalisés de manière indépendante par :

- la Direction des risques groupe qui d'une part, s'assure de la fiabilité des informations communiquées dans les reportings réglementaires spécifiques et prudentiels de la Société, et d'autre part, intègre dans sa surveillance des risques financiers, les risques de taux et de liquidité de la Société ;
- d'autres fonctions transverses internes à La Banque Postale, en particulier :
- la Direction des comptabilités pour la supervision comptable et le reporting réglementaire auprès de l'ACPR (hors ratios spécifiques aux SFH) ;
- la Direction de la conformité (y compris la direction du contrôle permanent des services d'investissement) pour le contrôle de la conformité (y compris la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme).
- par un prestataire externe dont le rôle est de s'assurer que l'ensemble des contrôles de 2^{ème} niveau devant être réalisé par les équipes de la Banque l'ont effectué et qui prend à sa charge la réalisation d'une partie des contrôle de 2^{ème} niveau.

Les contrôles permanents de deuxième de niveau comprennent deux volets :

- les contrôles à distance, sur site et sur pièces ;
- l'analyse de la qualité et des résultats des contrôles permanents transmis par les responsables de service et le suivi des plans d'actions sur les anomalies les plus importantes ou récurrentes.

Les résultats des contrôles par les Directions de La Banque Postale en charge des contrôles permanents de deuxième niveau sont consolidés dans un tableau de bord trimestriel. Chaque thème de contrôle fait l'objet d'une cotation du risque en fonction des derniers résultats et des correctifs mis en œuvre. Les résultats sont commentés si besoin et les recommandations sont précisés.

Le tableau de bord du contrôle permanent est communiqué à la Direction Générale et analysé dans le cadre du Comité de Coordination du Contrôle Interne et de déontologie de la SFH. Cette instance dont la présidence est exercée par le Directeur général (cf. supra), décide et suit les plans d'action visant à remédier à tout dysfonctionnement dans la mise en œuvre des obligations de conformité.

Les résultats des contrôles et le suivi des plans d'action sont examinés par le Comité des Risques de la SFH à partir du tableau de bord.

➤ **Contrôle périodique**

La Société étant rattachée en tant que structure auditable au pôle Activités Transverses de la Banque de Financement et d'Investissement, la fonction de contrôle périodique est assurée par l'Inspection Générale de La Banque Postale. L'Inspection Générale a pour mission principale de s'assurer, sur l'ensemble des activités du Groupe La Banque Postale, de :

- l'existence, de la qualité, de l'efficacité et du caractère approprié du dispositif de contrôle interne ;
- la fiabilité et de l'intégrité des traitements et des contrôles concernant les informations comptables et les informations de gestion ;
- l'analyse, la mesure et la maîtrise des risques ainsi que du niveau des risques effectivement encouru ;
- la conformité vis-à-vis des lois, règlements, règles internes et instructions ainsi que de la déontologie et des usages professionnels.

➤ **Comités de gouvernance relatifs au contrôle interne**

La Société a mis en place un Comité des risques du conseil d'administration, ainsi que d'un Comité d'audit en charge de vérifier la clarté des informations fournies et d'apprécier la pertinence des méthodes comptables adoptées par la Banque et la qualité du contrôle interne ;

Elle et s'est dotée d'un Comité de Coordination du Contrôle Interne et Déontologie. Ce Comité réunit autour du Directeur général et des Directeurs généraux délégués, les responsables en charge du contrôle interne pour lui permettre d'assurer la cohérence de celui-ci et son efficacité. Ce comité se réunit avant tout Comité des Risques pour :

- faire un point sur le dispositif de contrôle interne et le système de contrôle mis en œuvre ;
- restituer les résultats de contrôles de 2^{ème} niveau réalisés ;
- procéder à l'examen des principaux risques de toute nature auxquels est exposée l'entité et des évolutions intervenues dans les systèmes de mesure des risques et des résultats ;
- prendre toute décision nécessaire pour remédier aux faiblesses du contrôle interne ;
- suivre la mise en œuvre des engagements pris à la suite des missions d'audit internes et externes ;
- décider des mesures correctives des carences relevées par les missions d'audit ainsi que par les reportings d'activité et de contrôle dont disposent les responsables des fonctions de contrôle ou le management.

3.4 Rôle du Conseil d'administration en matière de contrôle interne

➤ **Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration qui se réunit au moins une fois par trimestre est informé par le Directeur général, à partir de son rapport d'activité, de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne.

Par ailleurs, le Conseil d'administration qui décide des programmes trimestriels d'émission et qui autorise à émettre, est informé des principaux risques encourus par la Société. Il est également régulièrement informé des niveaux d'utilisation des montants et des modalités d'émission.

Le Conseil d'administration procède au moins une fois par an, et notamment lors du Conseil d'administration d'arrêté des comptes annuels, à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle permanent et périodique sur la base du rapport de gestion et du rapport sur le contrôle interne (établi en application des articles 258 à 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque).

Le seuil d'alerte d'incident significatif au sens de l'article 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque est de 1 000 000 euros, soit 0,5% des fonds propres de base. Ce seuil a été validé par le Conseil d'administration le 11 février 2014. En complément à ce seuil de déclaration à l'ACPR, le Conseil a instauré, pour sa propre information, un seuil de remontée des incidents de plus de 50 000 euros.

En 2019, les procédures de contrôle interne n'ont révélé aucun incident significatif.

Enfin, le Contrôleur Spécifique de La Banque Postale Home Loan SFH qui est convoqué à toutes les assemblées d'actionnaires, ainsi qu'à tous les Conseils d'administration et Comités des Risques :

- atteste auprès du Conseil du respect du ratio de couverture lors des programmes trimestriels d'émissions obligataires ou des émissions dépassant 500 MEUR ;
- joint à la publication des comptes annuels de la Société un avis sur les procédures d'évaluation et de réévaluation des gages immobiliers et la conformité des résultats publiés à ces procédures ;
- établit, pour les dirigeants et les instances délibérantes, un rapport annuel sur l'accomplissement de sa mission.

➤ **Rôle de l'organe exécutif**

Le Directeur général est responsable et impliqué directement dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne de la Société. Il est assisté par les Directeurs généraux délégués.

Ainsi, un Comité de Gestion assiste la Direction générale dans la prise des décisions relatives à la gestion de l'actif et du passif de la Société. Ce comité lui permet de suivre l'évolution du Cover Pool et de s'assurer que les limites sont compatibles avec le niveau des fonds propres, le niveau de surdimensionnement et l'écart de durée de vie moyenne entre les émissions sécurisées et le Cover Pool reçu en garanti.

Par ailleurs, un Comité Opérationnel permet aux équipes opérationnelles, d'une part de restituer sous forme de synthèse les résultats de contrôles de premier niveau effectués et, d'autre part d'établir et de suivre les plans d'actions engagés sur les différents projets concernant la Société.

Un contrôle de second niveau est également réalisé par la Direction des risques groupe et par un prestataire externe.

La Direction générale est informée des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier et des mesures correctrices proposées.

3.5 Description synthétique du dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques

➤ **Mesure et surveillance des risques**

La Société appartenant au Groupe La Banque Postale, son dispositif de contrôle interne respecte les principes édictés par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque et par le Groupe La Banque Postale. Ce dispositif tient compte de la forme juridique de la Société, à savoir une société anonyme avec un Conseil d'administration, et de l'absence de moyens humains, matériels et techniques propres.

L'exécution de ses obligations réglementaires qui résultent de sa qualité d'établissement de crédit spécialisé, par La Banque Postale, s'opère selon les conditions et modalités décrites dans la Convention d'externalisation et de fourniture de services. L'externalisation de ces services essentiels ou importants à l'activité de la Société au sens de l'article 10 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque s'effectue en conformité des articles 21 et 231 et suivants de l'arrêté. En conséquence, la Société demeure seule juridiquement responsable des missions confiées à son prestataire de services essentiels, La Banque Postale, vis-à-vis des autorités compétentes et, plus généralement, du respect par elle de la réglementation qui lui est applicable. A cette fin, la Société exerce un contrôle sur la correcte exécution des prestations externalisées. Les activités de la

Société sont totalement intégrées au processus de contrôle de La Banque Postale. Leur traitement ne se distingue pas à cet égard de celui qui prévaudrait dans une entité de la maison mère.

De ce fait, La Banque Postale met en œuvre, sur le périmètre de La Banque Postale Home Loan SFH, des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques (risques de crédit et de contrepartie, de marché, de règlement, de taux d'intérêt global, de liquidité, comptables, opérationnels) adaptés aux activités et intégrés au dispositif de contrôle interne de La Banque Postale.

Les principaux facteurs de risques auxquels est exposée la Société, à savoir le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque de taux et de change, le risque de liquidité, le risque comptable, les risques opérationnels ont fait l'objet d'un suivi particulier. Une cartographie des risques opérationnels est tenue à jour pour tenir compte des évolutions constatées à la fois sur LBP et LBP HL SFH (résultats de contrôle, avancée des plans de maîtrise des risques, évolutions du cadre réglementaires...).

Les éléments détaillés relatifs à la mesure et au suivi des risques sont présentés dans le rapport de gestion.

➤ **Dispositif de contrôle permanent**

La Société a confié à La Banque Postale, aux termes de la Convention d'externalisation de prestations de services, l'exécution des tâches de contrôle dans le cadre du système de contrôle permanent mis en œuvre par La Banque Postale. Ainsi, les contrôles permanents de premier niveau sont assurés par les entités opérationnelles (Front Office, Middle Office, Back Office) de La Banque Postale. Ils portent en particulier sur le respect des limites et des pouvoirs conférés au Directeur général par le Conseil d'administration (respect de l'enveloppe autorisée et des conditions financières des émissions), la validation des opérations conformément aux règles et aux procédures et leur correct dénouement, etc. ; le contrôle permanent de deuxième niveau est essentiellement assuré par les fonctions de contrôle permanent indépendantes de La Banque Postale (Risques, Finance, Conformité). Un prestataire externe assure une partie des contrôles de 2^{ème} niveau. Les résultats des contrôles permanents sont transmis à la Société.

➤ **Dispositif de contrôle des risques de non-conformité**

Les contrôles des risques de non-conformité de La Banque Postale Home Loan SFH aux lois, règlements et normes internes, qui lui sont applicables, sont assurés par La Banque Postale, sous la responsabilité du responsable de la conformité de la Société, conformément à la Convention d'externalisation et de fourniture de services. Le Responsable de la conformité de la Société est le Déontologue/RCSI de La Banque Postale.

Ainsi, la Société bénéficie des moyens d'encadrement et de surveillance mis en œuvre au sein de La Banque Postale : formation du personnel, veille réglementaire, contrôle du respect des règles écrites internes à l'exemple du Recueil de Déontologie, droit d'alerte, prévention et gestion des conflits d'intérêts, barrières à l'information, lutte contre le blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme

La Banque Postale rend compte de sa mission au titre du contrôle de la conformité au responsable de la conformité de la Société.

Au titre de l'année 2019, il n'a pas été identifié de dysfonctionnement dans la mise en œuvre des obligations de conformité.

Pour l'exercice 2019, la Société a recouru à une ressource externe pour exécuter le plan de contrôle permanent et a modifié en conséquence la Convention d'externalisation et de fourniture de services conclue avec La Banque Postale.

➤ **Dispositif de contrôle sur les systèmes d'information et les plans de continuité d'activités**

Dans le cadre de la Convention d'externalisation et de fourniture de services, les procédures de sécurité informatique et de continuité d'activité de la Société s'appuient sur le dispositif en vigueur à La Banque Postale décrit ci-dessous.

Plan d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA)

Le Groupe La Banque Postale se conforme à la définition du Plan d'Urgence et de Poursuite de l'Activité (PUPA) de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissements soumis au contrôle de l'ACPR.

A La Banque Postale, le plan d'urgence et de poursuite d'activité comprend la gestion de crise.

A. Cadre de référence

La Politique Générale et Gouvernance du PUPA a pour objet de fournir un cadre de référence en définissant l'organisation, les missions et les responsabilités en matière de PUPA, ainsi que les principes et les règles à respecter au sein du Groupe et s'inscrit dans le cadre de la Politique de Maîtrise des Risques du Groupe. Les objectifs de cette politique sont :

- la maîtrise des impacts lors de la survenance d'événements majeurs ;
- par la mise en place et la maîtrise de solutions élaborées ;
- par la mobilisation de chaque acteur du Groupe La Banque Postale ;
- la mise en place d'une gouvernance et d'un dispositif de gestion de la continuité d'activité homogène dont les actions sont formalisées, tracées et partagées avec le management, la Direction des risques groupe, le Directoire.

Les principes retenus dans la Politique Générale et Gouvernance du PUPA :

- la gestion de la continuité d'activité fait partie intégrante de toutes les activités bancaires, non bancaires et financières du Groupe La Banque Postale lequel regroupe la société La Banque Postale, les filiales qui lui sont rattachées et la Direction des services financiers de La Poste ;
- la politique et la gouvernance explicitées dans la politique s'imposent à tout le personnel du Groupe La Poste agissant au nom et pour le compte de La Banque Postale ;
- tous les partenaires et prestataires concourant aux activités bancaires et financières ou non de la Banque et agissant au nom et pour le compte de La Banque Postale, quelle que soit leur localisation doivent s'engager sur des clauses de continuité d'activité conformes à la politique ;
- il incombe à chaque entité¹⁴ soumise à cette politique de mettre en œuvre l'organisation et les moyens nécessaires à la réalisation de ces principes ;
- la Direction des risques groupe fixe le cadre, édicte les règles à respecter, émet un avis sur les politiques de continuité d'activité spécifiques à certains métiers, apporte l'assistance nécessaire aux métiers, surveille l'efficacité globale du dispositif, et rend compte au comité de Pilotage des Risques Groupe ou au Directoire autant que nécessaire ;
- au sein de la Direction des risques groupe, l'équipe Plan d'Urgence et Poursuite d'Activité, Sécurité des Personnes et des Biens s'assure que la Banque dispose bien de plans de poursuite de l'activité (PUPA) testés et opérationnels. De plus, cette équipe anime fonctionnellement un réseau de correspondants qui constitue la filière PUPA.

La Direction des risques groupe porte la responsabilité du pilotage et de la surveillance de la mise en œuvre de ces principes.

B. Les scénarios retenus

Le PUPA de La Banque Postale s'appuie sur plusieurs solution(s) technique(s) de secours des Systèmes d'Information, et un dispositif organisationnel complet comprenant une organisation, des modes de réaction, des actions de communication, etc.

Il vise à couvrir des situations de chocs extrêmes et est conçu pour faire face a minima aux scénarios de crises retenus par La Banque Postale, classés en quatre catégories :

- sinistres bâtiments ;
- défaillance des systèmes d'information et/ou des systèmes techniques ;
- collaborateurs absents ;
- prestataires essentiels indisponibles.

Les scénarios intègrent notamment les huit scénarios retenus par la Place :

- grève générale des transports ;
- crue centennale ;
- pandémie ;
- attentats multiples à l'explosif ;
- black-out électrique ;
- accident ou attentat NRBC (Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique) ;
- défaillance d'un prestataire de place essentiel ;
- cyber-attaque.

¹⁴ La terminologie « entité » fait référence aux pôles, métiers, domaines et filiales du Groupe La Banque Postale

C. Organisation

La Société est intégrée à l'organisation de la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) au sein du Groupe La Banque Postale pour assurer la mise en œuvre et le maintien en condition opérationnelle du PUPA.

Pour la Société, celle-ci repose sur :

- un Correspondant des Plans d'Urgence et de Poursuite d'Activité (C-PUPA BFI), responsable sur le périmètre des activités de marché de la BFI de la déclinaison opérationnelle du PUPA de La Banque Postale, de son suivi et du reporting associé ;
- le Relais Continuité d'Activité (RLCA SFH) qui est le relais du C-PUPA dans la Société. Le RLCA assure la collecte des informations relatives aux activités critiques et s'assure de la mise en œuvre du PUPA.

Le C-PUPA de la BFI est garant d'une organisation dédiée à la gestion de crise permettant de qualifier tout événement mettant en risque les activités critiques y compris La Banque Postale Home Loan SFH. La cellule décisionnelle est dotée d'une procédure et d'outils lui permettant d'informer et de réunir si besoin l'ensemble des membres.

Sécurité des systèmes d'information

La sécurité du Système d'Information se définit comme un dispositif global de couverture des risques qui garantit un niveau approprié de protection de cette information et des actifs liés dans le but d'en garantir :

- la disponibilité, afin de garantir que les utilisateurs habilités ont accès à l'information et aux ressources associées au moment voulu ;
- l'intégrité, afin de garantir l'exactitude et la fidélité de l'information et des méthodes de traitement des données ;
- la confidentialité, afin de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder à l'information ; et
- la traçabilité, afin d'avoir la connaissance des personnes qui ont accédé à l'information et quand elles l'ont fait.

Le Comité de Pilotage des Risques Groupe a validé en juin 2014 une gouvernance de la Sécurité des Systèmes d'Information qui place le processus de sécurisation des Systèmes d'Information sous responsabilité des Métiers et sous pilotage du Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations (RSSI) Groupe. Ce processus traite, de manière transverse, la sécurité de l'information dans toutes les activités du Groupe La Banque Postale.

Le processus s'appuie sur quatre axes majeurs :

- la définition de la Stratégie SSI de La Banque Postale, issue de la Politique de Maîtrise des Risques. Elle est composée de la Politique Générale de Sécurité des SI, de Politiques thématiques, de Directives Techniques de Sécurité, de procédures opérationnelles et des chartes informatiques ;
- la surveillance de la déclinaison opérationnelle de cette stratégie SSI, et l'alerte en cas de dérive ;
- l'accompagnement des métiers, dans le respect de la stratégie SSI, dans leur démarche de couverture des risques liés au SI, notamment par :
 - le challenge de leurs analyses de risques sur l'aspect SI ;
 - la sensibilisation des collaborateurs à l'évolution des Risques de Sécurité SI ;
 - la synthèse des expositions aux risques SSI du Groupe La Banque Postale en vue d'alimenter la Direction des risques groupe dans son éclairage des Instances de Direction générale sur l'exposition aux risques.

Un Comité de Sécurité, coprésidé par les Directeur des systèmes d'information et Directeur des risques groupe, se réunit bimestriellement et permet notamment de valider les évolutions des cadres de sécurité, veiller à leur déploiement, fixer des objectifs de maîtrise des risques opérationnels de sécurité des SI, suivre des événements liés à la sécurité susceptibles d'induire un risque majeur pour le Groupe La Banque Postale.

➤ **Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière**

Conformément à la Convention d'externalisation et de fourniture de service, la comptabilité de la Société est réalisée par La Banque Postale. A cet effet, la responsabilité de la production des comptes de la Société est confiée à la Direction des comptabilités de La Banque Postale.

Dans ce cadre, l'organisation de la Direction des comptabilités de La Banque Postale fait apparaître de manière visible les ressources dédiées à la tenue de la comptabilité des filiales du Groupe et autres activités de comptabilité métier pour garantir les moyens nécessaires à l'exploitation et aux contraintes de production des données comptables. Tout en garantissant la continuité d'activité des processus comptables par la polyvalence et le professionnalisme des équipes.

La tenue de la comptabilité de la Société est intégrée dans le département des comptabilités filiales et métiers. Elle bénéficie ainsi de tout le dispositif de séparation des fonctions et de dispositif de contrôle comptable en place au sein de la Banque. Les fonctions de « paiement » sont séparées des activités « comptables ». Les comptables en charge de la Société n'ont pas accès aux moyens de paiement. Par ailleurs, la tenue de la comptabilité est assurée quotidiennement et la production des comptes de la Société est révisée mensuellement par le contrôle de second niveau comptable qui restitue chaque mois à travers un tableau de bord de la qualité comptable les résultats de ces contrôles et rédige quatre fois par an une synthèse destinée aux auditeurs.

Le périmètre des activités comptables sous traitées correspondent à la production des états financiers sociaux, à la production des états financiers au standards internationaux et à leur intégration dans le processus de consolidation du Groupe La Banque Postale et également au processus des déclarations réglementaires auprès de l'ACPR (hors ratios spécifiques aux qui sont du ressort de la Banque de Financement et d'Investissement) et de la Banque de France (Balance des paiements).

Le collège des Commissaires aux comptes est composé des sociétés KPMG et PricewaterhouseCoopers Audit.

La Direction des comptabilités n'a aucune recommandation du contrôle permanent ouverte ni des auditeurs externes.

➤ **Dispositif de contrôle périodique**

Le dispositif de contrôle périodique de La Banque Postale Home Loan SFH est intégré au dispositif de contrôle périodique de La Banque Postale.

L'Inspection générale de La Banque Postale n'a pas effectué en 2019 de mission spécifique sur la SFH, mais trois des missions réalisées couvre le périmètre de la Société (Conformité aux Réglementations LCB-FT sur les Personnes Morales, Abus de Marché et Fonctions Middle Office et Back Office de la BFI).

Conformément à la Convention d'externalisation et de fourniture de services, il est prévu au terme de ses propres missions de contrôle que La Banque Postale remette semestriellement des extraits de ses rapports généraux ou thématiques des lors que leur objet inclut les activités externalisées par la Société. La Société sera informée de la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations émises.

4 RESULTATS – AFFECTATION – DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

4.1 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les prêts collatéralisés consentis par la Société à La Banque Postale sont adossés en nominal et en maturité aux ressources privilégiées : une marge fixe est appliquée au taux fixe des prêts visant à couvrir les frais fixes de la Société sur la base d'un programme d'émissions de 20 Mds€. Les frais primaires et secondaires rattachés aux émissions sécurisées sont mirorés sur les prêts collatéralisés.

Les prestations réalisées par La Banque Postale pour le compte de la Société sont refacturées à la Société sur la base de leur prix coutant.

Le résultat brut d'exploitation de l'exercice 2019 s'élève à 2 355 K€ et provient :

- o d'un PNB de 4 530K€
- o des charges générales d'exploitation pour 2 175 K€.

Le résultat courant avant impôt s'inscrit au même niveau que le résultat brut d'exploitation. L'impôt sur les bénéfices s'élève à 911 K€. Compte tenu de ces éléments, le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 1 444K€. Au 31 décembre 2019, le total du bilan de la Société s'élevait à 11 586 201 K€ et les capitaux propres à 213 649 K€.

Est joint en Annexe 1 au présent rapport, le tableau des résultats prévu à l'article R.225-102 du Code de commerce.

4.2 Proposition d'affectation du résultat

Il sera proposé aux actionnaires d'affecter le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui s'établit à 3 198 769,16 euros, de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	1 443 820,37 euros
- Dotation à la réserve légale	72 191,02 euros
+ Report à nouveau antérieur	1 827 139,81 euros
Bénéfice distribuable	3 198 769,16 euros
Affectation :	
- à titre de dividendes	0 euro
- le solde au poste « Report à nouveau »	3 198 769,16 euros

4.3 Montant des dividendes antérieurement distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il a été distribué au titre des trois derniers exercices, les dividendes suivants qui étaient tous éligibles à l'abattement mentionné au 2^{ème} point du paragraphe 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts :

Exercice	Montant distribué	Dividende par action
2016	4 239 401,99 €	0,202 €
2017	1 114 104,90 €	0,053 €
2018	-0	-0

4.4 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code général des impôts, nous vous précisons qu'il n'y a pas eu au cours de l'exercice écoulé de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 dudit Code ni de réintégration de frais généraux en application de l'article 39-5 du même Code.

4.5 Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et clients

Vous trouverez ci-après, en application des dispositions des articles L.441-6 et D.441-4 du Code de commerce, les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients de la Société:

INFORMATIONS RELATIVES AUX DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS MENTIONNÉS À L'ARTICLE D. 441-4												
Factures reçues et émisses non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au 1 de l'article D. 441-4)												
	Article D. 441-1 - 1° Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D. 441-1 - 2° Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour (indicatif)	1 à 31 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 31 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	X					X						
Montant total des factures concernées (TTC)												
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	X					X						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)	X					X						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiements	Délais Contractuels					Délais Contractuels						

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et opérations connexes.

5 COVER POOL

Le passif privilégié de la Société est sécurisé par la remise en garantie par La Banque Postale d'un portefeuille de prêts à l'habitat, le Cover Pool. Le Cover Pool est enregistré en hors bilan en « autres valeurs reçues en garantie » pour un montant de 15 784 M€ au 31 décembre 2019. Les principales caractéristiques du Cover Pool sont présentées ci-dessous :

- capital restant dû : 15 784 M€ ;
- nombre de prêts : 222 558 ;
- capital restant dû moyen : 70 922 euros.

La répartition par nature de sûreté est la suivante :

Type de sûreté	Répartition en nombre	Répartition en encours
Hypothèque de premier rang	5.4 %	5.4 %
Privilège Prêteur de Deniers	29.0 %	33.4 %
Cautions Crédit Logement	65.6 %	61.2 %

6 RENDEMENT ANNUEL DES ACTIFS

Le rendement annuel des actifs calculé en divisant le résultat net qui s'élève à 1 444 K€ par le total de bilan d'un montant de 11 586 201 K€, est de 0,012 %.

7 EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE

La Société a effectué entre le 1er janvier 2020 et le 26 février 2020,

- Une émission retained de 500 MEUR de maturité mai 2024 ;
- Une émission publique de 750 MEUR de maturité février 2035.

8 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES DE L'EXERCICE 2020

Sur l'exercice 2020, la Société pourra émettre jusqu'à 6 milliards d'euros de ressources privilégiées, sous la forme d'Euro Medium Term Notes (EMTN) et de Namens.

9 SUCCURSALE – INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

9.1 Succursales existantes

La Société n'a constitué aucune succursale.

9.2 Prises de participation

Conformément aux dispositions légales, la Société ne détient pas de participation.

9.3 Régularisation de participations croisées

Nous vous informons, en application des dispositions de l'article R.233-19 du Code de commerce que la Société n'a réalisé aucune régularisation relevant des dispositions de l'article L.233-29 dudit Code.

10 REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2019, La Banque Postale détenait 20 999 999 actions sur les 21 000 000 actions composant le capital social de la Société, soit 99,99 % du capital social. Conformément aux dispositions de l'article L.225-1 du Code de commerce, un second actionnaire détient une action de la Société.

11 EMISSIONS DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

Nous vous informons, en application des dispositions de l'article R.228-90 du Code de commerce, que la Société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

12 ACTIONNARIAT SALARIE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a aucun salarié et qu'à ce titre, il n'existe aucune participation salariale au capital social de la Société.

13 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2019 (en HT) se répartissent comme suit :

- au titre de la mission légale d'audit des comptes : 34 000 euros ;
- au titre des autres missions : 18 000 euros.

Les services autres que la certification des comptes que les commissaires aux comptes ont fournis à La Banque Postale Home Loan SFH au cours de l'exercice 2019 sont les suivants :

Pour PricewaterhouseCoopers Audit :

Lettre de confort relative à la mise à jour du Base Prospectus afférent au programme d'émission de La Banque Postale Home Loan SFH et lettre de confort relative à une émission.

Pour KPMG SA :

Lettre de confort relative à la mise à jour du Base Prospectus afférent au programme d'émission de La Banque Postale Home Loan SFH et lettre de confort relative à une émission.

14 ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

En application des dispositions de l'article L.232-1 du Code de commerce, nous vous rappelons que notre Société n'exerce aucune activité en matière de recherche et de développement.

15 INJONCTIONS OU SANCTIONS PECUNIAIRES POUR DES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Aucune injonction ou sanction pécuniaire pour pratiques anticoncurrentielles n'a été prononcée à l'encontre de la Société.

16 INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

La gestion de la Société a été confiée aux services de La Banque Postale en tant que mandataire. Ceci implique que, le cas échéant, ses enjeux sociaux, environnementaux et sociétaux, sont sous le contrôle de cette entité.

16.1 Informations sociales

La Société ne dispose pas de salariés.

16.2 Informations environnementales

La Société ne dispose pas de locaux. Par ailleurs, l'activité sociale de la Société ne comporte aucune activité polluante ou classée à risque et ne la conduit pas à financer des activités polluantes. Enfin, la Société n'est concernée par aucun litige en matière d'environnement.

Pour l'ensemble des raisons mentionnées au paragraphe ci-dessus, l'activité et l'usage des biens et services produits par la Société sont sans conséquence sur le changement climatique.

16.3 Informations sociétales

En matière de loyauté des pratiques, le dispositif de déontologie, d'anti-corruption et d'intégrité de La Banque Postale, intégrant des sessions de formations dédiées s'applique aux opérations faites pour le compte de la Société. Plus d'informations sont disponibles dans la partie « Autres risques » du chapitre 4 du Document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 de La Banque Postale.

La Société n'ayant pas de salariés, de fournisseurs ou de sous-traitants autres que les prestataires de services habituels intervenant dans le cadre des émissions, de partenariat ou de mécénat, ou encore de dialogue avec d'autres parties prenantes que les autres entités de La Banque Postale.

DEUXIEME PARTIE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PORTANT SUR LES AUTRES POINTS SOUMIS A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ANNUELLE

1 RATIFICATION DE LA COOPTATION DE DEUX ADMINISTRATEURS

Nous vous informons que le Conseil d'administration en date du 25 septembre 2019 a décidé de coopter en qualité d'administrateur Monsieur François Géronde, en remplacement de Madame Florence Lustman, démissionnaire. Il vous est proposé de ratifier cette cooptation pour la durée de son mandat à courir soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le Conseil d'administration en date du 19 novembre 2019 a également décidé de coopter en qualité d'administrateur Monsieur Pierre de Buhren, en remplacement de Monsieur Franck Oniga, démissionnaire. Il vous est proposé de ratifier cette cooptation pour la durée de son mandat à courir soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

2 MODIFICATION DES STATUS

Il vous est proposé dans la sixième résolution de mettre à jour les statuts des nouvelles dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, en particulier de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises dite loi Pacte et de la loi n°2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés dite loi Soilihi.

Nous espérons que les propositions qui précèdent recevront votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'Administration

ANNEXE 1

TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

en K€	2015	2016	2017	2018	2019
Situation financière					
Capital social	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000
Nombre d'actions	21 000 000	21 000 000	21 000 000	21 000 000	21 000 000
Résultat global					
Chiffre d'affaires	53 506	60 194	67 405	82 464	102 917
Résultat avant charges d'impôts société, dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions	2 488	2 194	2 128	2 839	2 355
Impôts sur les bénéficiaires	- 858	- 841	-955	-916	-911
Résultat après charges d'impôts société, dotations aux amortissements et provisions	1 630	1 353	1 173	1 923	1 444
Bénéfice distribué (proposition)	-	4 239	1 114		-
Résultat réduit à une action					
Résultat après charges d'impôts société, avant dotations aux amortissements et provisions	0,08 €	0,06 €	0,06€	0,09€	0,07€
Résultat après charges d'impôts société, dotations aux amortissements et provisions	0,08 €	0,06 €	0,06€	0,09€	0,07€
Bénéfice distribué (proposition)	-	0,20 €	0,05€	0,0€	-
Personnel					
Effectif moyen	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale	-	-	-	-	-
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	-	-	-	-	-

ANNEXE 2 - Glossaire

ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.
AMF	Autorité des Marchés Financiers.
ANC	Autorité des Normes Comptables.
Asset Covered Test	Test de couverture des prêts accordés à LBP par les encours apportés en garantie.
COFRAC	Comité Français d'Accréditation.
EBA	European Banking Authority.
CMF	Code Monétaire et Financier.
Cover Pool	Portefeuille de prêts à l'habitat apportés en garantie par LBP à sa filiale LBP HL SFH.
Covered Bonds	Obligation sécurisée, ici : obligation de financement de l'habitat.
CRD	Capital Requirements Directive.
CRR	Capital Requirements Regulation.
Emission sécurisée	Emission d'obligation de financement de l'habitat bénéficiant du privilège légal (L513-11 du CMF).
MTN /EMTN	(Euro) Medium Term Notes.
Namens (Namensschuldverschreibung)	Emissions privées de droit allemand.
Niveau de surdimensionnement	Rapport entre l'encours du prêts immobiliers éligibles au refinancement et apportés en garantie et l'encours des OFH émises.
Obligation de financement de l'habitat (OFH)	Obligation émise par des sociétés de financement de l'habitat et bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier afin de financer des opérations mentionnées à l'article L.513-29 du CMF.
Passif privilégié	Ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier (ressources dites privilégiées).
Prêt collatéralisé	Prêts consentis par la SFH à la maison mère et garantis par un portefeuille des prêts à l'habitat (cover pool).
Ratio de couverture	Ratio des actifs éligibles au refinancement sur les passifs privilégiés (L. 513-12 et R. 513-8 du CMF).
SFH	Société de Financement de l'Habitat.
SURFI	Système Unifié de Reporting Financier ; (à destination de l'ACPR).

2. Comptes annuels – normes françaises

Bilan social

en K€	Notes	31/12/2019	31/12/2018
ACTIF			
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES			
- Caisse, banques centrales	1	28	6
- Effets publics et valeurs assimilées	3.1 3.2	44 867	56 649
- Créances sur les établissements de crédit	2	11 541 263	7 339 213
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
- Comptes ordinaires débiteurs			
- Créances commerciales			
- Autres concours à la clientèle et opérations de crédit-bail et assimilées			
OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE			
- Obligations et autres titres à revenu fixe			
- Actions et autres titres à revenu variable			
PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME			
- Participations et autres titres détenus à long terme			
- Parts dans les entreprises liées			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES			
- Immobilisations incorporelles			
- Immobilisations corporelles			
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS			
- Autres actifs	4	11	16
- Comptes de régularisation		32	236
TOTAL		11 586 201	7 396 120
PASSIF			
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES			
- Banques centrales			
- Dettes envers les établissements de crédit			
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
- Comptes d'épargne à régime spécial			
- Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle			
- Autres dettes envers la clientèle			
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE			
- Bons de caisses			
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables			
- Emprunts obligataires et assimilés	5	11 346 364	7 158 199
- Autres dettes représentées par un titre			
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS			
- Autres passifs	6	26 188	25 716
- Comptes de régularisation			
PROVISIONS			
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)			
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (HORS FRBG)			
- Capital souscrit	8	210 000	210 000
- Primes d'émission et d'apport			
- Réserves		378	282
- Provisions réglementées et subventions d'investissement			
- Report à nouveau		1 827	
- Résultat de l'exercice		1 444	1 923
TOTAL		11 586 201	7 396 120

Hors Bilan social

en K€	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT, DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS DONNES SUR TITRES		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres titres à livrer		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT, DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS RECUS SUR TITRES		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit reçus de la clientèle		
Engagements sur titres titres à recevoir		
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus	15 784 098	10 868 578

Résultat social

en K€	Notes	31/12/2019	31/12/2018
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES :			
- Opérations de trésorerie et interbancaires	9	102 028	81 433
- Opérations avec la clientèle			
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10	889	1 031
- Autres intérêts et produits assimilés			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES :			
- Opérations de trésorerie et interbancaires			
- Opérations avec la clientèle			
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10	-98 346	-78 291
- Autres intérêts et charges assimilées			
REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE			
COMMISSIONS (PRODUITS)			
COMMISSIONS (CHARGES)	11	-20	-11
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION			
- SUR TITRES DE TRANSACTION			
- DE CHANGE			
- SUR INSTRUMENTS FINANCIERS			
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	12		
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS	13	22	
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETTES	13	-43	-40
PRODUIT NET BANCAIRE		4 530	4 122
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION :			
- Frais de personnel			
- Autres charges générales d'exploitation	14	-2 175	-1 283
- Refacturations			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES			
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 355	2 839
COÛT DU RISQUE			
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 355	2 839
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES			
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT		2 355	2 839
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
IMPOTS SUR LES BENEFICES	15	-911	-916
DOTATIONS NETTES AU FRBG ET AUX PROVISIONS REGLEMENTEES			
RESULTAT NET		1 444	1 923
RESULTAT NET SOCIAL PAR ACTION (en K€)		0,00007	0,00009

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations, de titres d'investissement et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les dettes subordonnées.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories.

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôts	2 355	2 839
+/- Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles		
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations		
+/- Pertes nettes / gains des activités d'investissement		
+/- Pertes nettes / gains des activités de financement		
+/- Autres mouvements	9 694	(11 586)
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	9 694	(11 586)
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(4 170 310)	(2 346 003)
+/- Flux liés aux opérations d'investissement	11 462	11 777
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	4 170 000	2 346 000
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	618	(126)
- Impôts versés	(847)	(1 043)
= Diminution /augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	10 923	10 605
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	22 972	1 858
+/- Flux liés aux actifs financiers et participations		
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-	-
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(1 114)
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	0	(1 114)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	-	-
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	22 972	744
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	22 972	1 858
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	0	(1 114)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	26 590	25 846
Caisse, banques centrales (actif et passif)	6	15
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	26 584	25 831
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture	49 562	26 590
Caisse, banques centrales (actif et passif)	28	6
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	49 534	26 584
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	22 972	744

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit.

Nous avons procédé à un éclatement des Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers reclassés pour partie sur les Flux liés aux opérations d'investissements.

Annexe

Principes comptables et méthodes d'évaluation

PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Les comptes sociaux annuels sont établis conformément aux principes généraux applicables en France aux établissements de crédit.

Détenue à 100%, La Banque Postale Home Loan SFH est consolidée dans les comptes de La Banque Postale et fait partie du périmètre d'intégration fiscale de La Poste.

CHANGEMENT DE METHODE ET COMPARABILITE

Il n'y a pas de changement de méthode dans l'établissement des comptes annuels de la SFH.

HISTORIQUE

La Société a été agréée en qualité de société financière le 18 juillet 2013 et elle a ensuite dû opter pour le statut d'établissement de crédit spécialisé afin de se conformer aux dispositions du Règlement européen *Capital Requirements Regulation (CRR)*.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

ACTIVITE

En 2019, la société a émis pour 4 170 millions d'euros d'obligations de financement de l'habitat dans le cadre de son programme de Covered Bonds, sous format EMTN ou Namens. Cela s'est traduit par la mise au marché de :

- deux émissions publiques de 750 millions d'euros et de 1 000 millions d'euros respectivement à 7 ans et 10 ans au format EMTN ;
- un abondement de 250 millions d'euros sur une souche de maturité octobre 2028 ;
- quatre émissions retained de 500 millions d'euro de maturité allant de 4 à 6 ans au format EMTN ;
- deux placements privés pour un total de 70 millions d'euros à 20 ans chacune au format EMTN ;
- 2 placements privés au format NAMENS pour un cumul de 100 millions d'euros avec des maturités de 20 et 25 ans.

Les primes et frais liés aux émissions sont étalés comptablement sur la durée de vie des titres émis.

Le passif privilégié de La Banque Postale Home Loan SFH est sécurisé par la remise en garantie par La Banque Postale d'un pool de prêts à l'habitat, le Cover Pool. La taille du Cover Pool a suivi l'évolution suivante :

- 5,7 milliards d'euros à fin décembre 2015 ;
- 6,5 milliards d'euros à fin décembre 2016 ;
- 8,5 milliards d'euro à fin décembre 2017 ;
- 10,9 milliards d'euro à fin décembre 2018 ;
- 15,8 milliards d'euro à fin 2019.

Les prêts collatéralisés consentis par la Société à La Banque Postale sont adossés en nominal et en maturité aux ressources privilégiées : une marge fixe est appliquée au taux fixe des prêts visant à couvrir les frais fixes de la Société sur la base d'un programme d'émissions. Les frais rattachés aux émissions sécurisées sont répercutés sur les prêts.

Le 9 décembre 2016, la SFH a conclu avec La Banque Postale une convention de dépôt Espèces d'un montant de 25 millions d'euros pour une durée de un an qui est depuis renouvelée par tacite reconduction pour une durée identique, cette convention visant à permettre de couvrir les besoins de trésorerie à 180 jours conformément aux exigences réglementaires.

Pour mémoire, la taille du programme d'émission est passée à 20 milliards d'euro au mois de septembre 2018.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

REGLES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, est appliqué.

Ce règlement définit les modalités de comptabilisation de toutes les opérations relevant de l'activité bancaire (créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, titres à revenus fixes, engagements par signature et instruments financiers) et de traitement du risque de crédit qui y est associé.

Pour une contrepartie donnée, le risque de crédit se caractérise par l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de cette dernière par rapport aux engagements qu'elle a souscrits.

1 – Créances sur les établissements de crédit et la clientèle – Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit.

2 – Prêts

Les prêts sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat prorata temporis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles l'établissement estime probable le risque de ne pas percevoir tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie.

3 – Titres

Les titres sont inscrits au bilan en fonction de leur nature :

- effets publics (bons du Trésor et titres assimilés),
- obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire),
- actions et autres titres à revenu variable.

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-07 du 26 novembre 2014, ces titres sont comptabilisés en fonction de leur portefeuille de destination : investissement, placement, transaction, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille ils sont soumis à des règles d'évaluation spécifiques décrites infra.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe inscrits en portefeuille de placement ou d'investissement sont identifiés comme douteux selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Titres de placement

Les titres de placement incluent les titres ne répondant pas aux conditions d'un classement aux portefeuilles de transaction ou d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus. Ils sont gérés selon la méthode du « premier entré, premier sorti » et évalués de la façon suivante, par ensembles homogènes de titres et sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres :

- Obligations : les moins-values latentes calculées par rapport à la valeur de marché sur la base du cours de clôture sont constatées sous forme de dépréciation ;
- bons du Trésor, TCN et titres du marché interbancaire : des dépréciations sont constituées en fonction de la solvabilité des émetteurs et par référence à des indicateurs de marché.

Les gains sur opérations de microcouverture sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les éventuelles primes ou décotes attachés aux titres à revenus fixes font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus des titres de placement sont comptabilisés au compte de résultat en produits d'intérêt pour les titres à revenus fixes et en revenus des titres à revenus variables sinon.

Les gains ou pertes réalisés ainsi que les dotations et reprises de provisions pour dépréciation sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie titres d'investissement si :

- une situation exceptionnelle du marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si La Banque Postale Home Loan SFH a la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert.

En l'absence de marché actif la valorisation comptable doit être déterminée par utilisation de techniques de valorisation. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans un contexte de concurrence normale. Elles reposent sur les données issues du marché, des justes valeurs d'instruments identiques en substance, de modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options et font appel à des méthodes de valorisation reconnues. L'objectif d'une technique de valorisation est d'établir quel aurait été le prix de l'instrument dans un marché normal. À titre d'exemple, la juste valeur des titres obligataires, des titres à revenu variable et des futures est déterminée en utilisant des prix cotés. L'utilisation de techniques de valorisation faisant référence à des données de marché concerne plus généralement les dérivés de gré à gré, les titres à intérêts précomptés (Billets de Trésorerie, Certificats de dépôts ..), les dépôts-repo.

Titres d'investissement

Ils sont composés de titres à revenu fixe acquis ou reclassés de la catégorie "Titres de placement" ou "Titres de transaction " avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Les moins-values latentes pouvant exister entre la valeur comptable des titres et leur prix de marché ne font pas l'objet de dépréciations. En revanche, lorsqu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie de la valeur de remboursement à leur échéance, une dépréciation est constituée. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres (surcote décote) est amortie en mode actuariel.

Les intérêts de ces titres sont comptabilisés au compte de résultat en produits d'intérêt sur titres à revenus fixes.

Les dotations ou reprises de dépréciations sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres ou de transferts vers une autre catégorie, pour un montant significatif par rapport au montant total des autres titres d'investissement détenus, le classement dans cette catégorie n'est plus autorisé pour la période en cours et pendant les deux exercices suivants. Tous les titres détenus et classés en « Titres d'investissement » sont alors reclassés dans la catégorie « Titres de placement ». Lorsque, dans les cas de situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie, des titres de transaction et de placement ont été transférés dans cette catégorie, les cessions réalisées avant l'échéance de ces titres d'investissement, si elles sont liées au fait qu'ils redeviennent négociables sur un marché actif, n'entraînent pas l'application de la règle, décrite précédemment, de reclassement des autres titres détenus.

4 – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont constituées des émissions réalisées dans le cadre du programme d'émissions d'EMTN de 20 milliards d'euros de La Banque Postale Home Loan SFH.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les frais et primes d'émissions sont étalés sur la durée des emprunts.

Note 1 – Détail caisse, banques centrales

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Caisse		
Banques centrales	28	6
Créances rattachées banques centrales		
CAISSES, BANQUES CENTRALES	28	6

Note 2 – Créances envers les établissements de crédit

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires débiteurs	49 534	26 584
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
Titres reçus en pension livrée		
Autres valeurs reçues en pension		
Valeurs non imputées		
Créances douteuses		
Créances rattachées		
TOTAL BRUT	49 534	26 584
DEPRECIATIONS		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT A VUE	49 534	26 584
Comptes et prêts à terme	11 432 241	7 261 932
Titres reçus en pension livrée		
Autres valeurs reçues en pension		
Prêts subordonnés		
Créances douteuses		
Créances rattachées	59 488	50 697
TOTAL BRUT	11 491 729	7 312 629
DEPRECIATIONS		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT A TERME	11 491 729	7 312 629
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	11 541 263	7 339 213

Note 3.1 – Opérations financières - détail par catégorie

en K€	31/12/2019					31/12/2018				
	Titres de					Titres de				
	Transaction	Placement	Investis- sement	Activité de portefeuille	Total	Transaction	Placement	Investis- sement	Activité de portefeuille	Total
Effets publics et valeurs assimilées										
Valeur de remboursement			43 600		43 600			54 500		54 500
Primes / décotes résiduelles			389		389			951		951
Créances rattachées			878		878			1 198		1 198
Dépréciations					0					0
Valeur nette comptable	-	-	44 867	-	44 867	-	-	56 649	-	56 649
dont titres prêtés					0					0
dont titres cotés			44 867		44 867			56 649		56 649
Obligations et autres titres à revenu fixe										
Valeur de remboursement										
Primes / décotes résiduelles										
Créances rattachées										
Dépréciations										
Valeur nette comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont titres prêtés										
dont titres cotés										
Actions et autres titres à revenu variable										
Valeur brute										
Créances rattachées										
Dépréciations										
Valeur nette comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont titres prêtés										
dont titres cotés										
TOTAL NET PAR TYPE DE PORTEFEUILLE	-	-	44 867	-	44 867	-	-	56 649	-	56 649

Note 3.2 – Valeur de marché des opérations financières

en K€	Titres de placement		Titres d'investissement		Titres d'activité de portefeuille	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées						
Valeurs nettes comptable (1)			44 867	56 649		
Valeur de marché			47 009	59 658		
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Valeurs nettes comptable (1)						
Valeur de marché						
Actions et autres titres à revenu variable						
Valeurs nettes comptable						
Valeur de marché						

(1) Les dépréciations sont calculées en tenant compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés, le cas échéant, en couverture des titres de placement ;

Note 4 – Détail des comptes de régularisation et autres actifs

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Charges constatées d'avance	32	236
Produits à recevoir sur dérivés		
Autres produits à recevoir		
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation		
COMPTES DE REGULARISATION	32	236
Instrument conditionnel acheté		
Dépôts de garantie versés	4	4
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Créances rattachées		
Autres actifs	7	12
Dépréciations		
ACTIFS DIVERS	11	16
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	43	252

Note 5 – Dettes représentées par un titre

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Bons de caisse		
Dettes rattachées		
BONS DE CAISSE	-	-
Titres du marché interbancaire		
Certificats de dépôts		
Dettes rattachées		
TITRES DU MARCHÉ INTERBANCAIRE ET TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	-	-
Emprunts obligataires et assimilés - nominal	11 316 000	7 146 000
Primes non encore amorties	-26 714	-36 285
Dettes rattachées	57 078	48 484
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES	11 346 364	7 158 199
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées		
AUTRES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	11 346 364	7 158 199

Note 6 – Détail des comptes de régularisation et autres passifs

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Produits constatés d'avance		
Charges à payer sur dérivés		
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Autres comptes de régularisation		
COMPTES DE REGULARISATION	-	-
Instruments conditionnels vendus		
Dettes de titres		
Créditeurs divers	26 188	25 716
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Dettes rattachées		
AUTRES PASSIFS	26 188	25 716

Note 7 – Détail des opérations avec des établissements de crédit et avec la clientèle par durée restant à courir

en K€	Int. Courus	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2019
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit	59 488	33 821	1 024 129	3 810 225	6 613 600	11 541 263
Créances sur la clientèle						
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)						
- Effets publics et valeurs assimilées	878	-	10 967	33 022	-	44 867
- Obligations et autres titres à revenu fixe						
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit						
Dettes envers la clientèle						
Dettes représentées par un titre						
- Emprunts obligataires	57 078		999 128	3 756 292	6 533 866	11 346 364
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						
- Autres dettes représentées par un titre						

Note 8 – Capitaux propres

en K€	Capital	Prime d'émission et d'apport	Réserves légales	Autres réserves et report à nouveau	Résultat social	Total des capitaux propres sociaux
Capitaux propres au 31 décembre 2014	210 000		9	173	1 297	211 479
Affectation du résultat N-1			65	1 232	-1 297	
Distribution N au titre du résultat N-1						
Autres variations						
Résultat N					1 630	1 630
Capitaux propres au 31 décembre 2015	210 000		74	1 405	1 630	213 109
Affectation du résultat N-1			81	1 549	-1 630	
Distribution N au titre du résultat N-1						
Autres variations						
Résultat N					1 353	1 353
Capitaux propres au 31 décembre 2016	210 000		155	2 954	1 353	214 462
Affectation du résultat N-1			68	1 285	-1 353	
Distribution N au titre du résultat N-1				-4 239		-4 239
Autres variations						
Résultat N					1 173	1 173
Capitaux propres au 31 décembre 2017	210 000		223		1 173	211 396
Affectation du résultat N-1			59	1 114	-1 173	
Distribution N au titre du résultat N-1				-1 114		-1 114
Autres variations						
Résultat N					1 923	1 923
Capitaux propres au 31 décembre 2018	210 000		282		1 923	212 205
Affectation du résultat N-1			96	1 827	-1 923	
Distribution N au titre du résultat N-1						
Autres variations						
Résultat N					1 444	1 444
Capitaux propres au 31 décembre 2019	210 000		378	1 827	1 444	213 649

Le capital social de la SFH est de deux cent dix millions (210 000 000) d'euros divisé en vingt et un million (21 000 000) d'actions de dix euros de nominal chacune.

29 mai 2019

Affectation du bénéfice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à 1 923 305,06 € : Réserve légale 96 165,25 €, et affectation au compte de Report à Nouveau pour 1 827 139,81 €.

Note 9 – Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs		
Intérêts sur comptes et prêts	102 028	81 433
Intérêts sur valeurs reçues en pension		
Intérêts sur titres reçus en pension livrée		
Produits sur report / déport		
Autres intérêts et produits assimilés		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	102 028	81 433
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		
Intérêts sur emprunts à vue et à terme		
Intérêts sur titres donnés en pension livrée		
Autres intérêts et charges assimilées		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-	-

Note 10 – Intérêts sur titres à revenu fixe

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés sur titres de placement		
Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	889	1 031
Autres intérêts et produits assimilés		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	889	1 031
Intérêts sur certificats de dépôts négociables et bons à moyen terme négociables		
Intérêts et charges sur emprunts obligataires	98 346	78 291
Autres charges d'intérêts		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	98 346	78 291

Note 11 – Commissions

en K€	31/12/2019		31/12/2018	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires		4		3
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres		16		8
Opérations sur instruments financiers à terme				
Prestations de services financiers				
Opérations de change				
Autres commissions				
COMMISSIONS	-	20	-	11

Note 12 – Résultats sur opérations de portefeuilles de placement

En k€

	31/12/2019	31/12/2018
Résultat de cession des titres de placement Autres produits et charges sur titres de placement Dotations / reprises sur dépréciations des titres de placement et résultat sur opérations de couverture liées		
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENT	-	-
Résultat de cession des titres de l'activité de portefeuille Dotations / reprises sur dépréciations des titres de l'activité de portefeuille		
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS SUR TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	-	-

Note 13 – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

en K€	31/12/2019		31/12/2018	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges				
Autres produits et charges divers d'exploitation	22	43		40
Dotations / reprises aux provisions autres produits et charges d'exploitation				
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	22	43	-	40
MONTANT NET DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	21		40	

Note 14 – Autres charges générales d'exploitation

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Impôts et taxes	229	221
Redevances de crédit bail		
Loyers, charges locatives		
Honoraires	559	521
Autres charges d'exploitation	1 387	541
AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2 175	1 283

Note 15 – Charge d'impôt

en K€	31/12/2019	31/12/2018
Impôt sur les sociétés	911	916
CHARGE D'IMPOT	911	916

Déficits reportables		
----------------------	--	--

Note 16 – Nature des différences

en K€

		31/12/2019	31/12/2018
Temporaires	Crédits & Dépôts		
	Optionalité Provision Epargne Logement		
	Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés	73	66
	OPCVM		
	Instruments financiers		
	Autres différences temporaires		
Définitives	Régime mère fille		
	Crédit d'impôts		
	Amendes		
Différences		73	66

Note 17 – Informations sur l'audit des comptes

en K€ - montant HT

Auditeurs légaux	Audit des comptes	Autres missions	Total
PricewaterhouseCoopers Audit	17	9	26
KPMG SA	17	9	26

3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2019

La Banque Postale Home Loan SFH

115 rue de Sèvres
75275 Paris Cedex 06

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Banque Postale Home Loan SFH S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies

significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société La Banque Postale Home Loan SFH S.A. par vos assemblées générales du 16 avril 2010 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 21 mai 2013 pour KPMG SA.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG SA, en tant que successeur du cabinet KPMG Audit FS I, dans la 7ème année, dont 6 années pour nos deux cabinets depuis que la société a le statut d'EIP.



HOME LOAN SFH

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que, le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons un rapport au comité des comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 11 mars 2020

KPMG S.A.

Marie-Christine Jolys
Associée

Neuilly-sur-Seine, le 11 mars 2020

Pricewaterhouse Coopers Audit

Jacques Lévi
Associé

4. Rapport du Conseil sur le gouvernement d'entreprise

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce, le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise joint au rapport de gestion (le « *Rapport* »), comprend les informations relatives aux rémunérations des dirigeants, à la gouvernance de la Société et aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

1. INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce modifié par l'ordonnance du 27 novembre 2019, la Société n'ayant pas d'actions admises aux négociations sur un marché réglementé, n'est plus tenue de communiquer dans le présent rapport les informations sur les rémunérations et avantages perçus par ses mandataires sociaux en 2019.

2. GOUVERNANCE

2.1. Composition du Conseil

Conformément à ses statuts, le Conseil d'administration est composé de trois à dix-huit membres.

Le Conseil d'administration est actuellement composé de six administrateurs : une personne morale et cinq salariés de La Banque Postale, actionnaire majoritaire, choisis essentiellement en raison de leurs fonctions au sein de la Banque.

La durée des fonctions des administrateurs est de six ans, les mandats des administrateurs étant renouvelables.

Les administrateurs n'ont pas l'obligation de détenir un nombre minimum d'actions.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-dix ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires la plus proche. Cette disposition s'applique aux représentants permanents des personnes morales.

A la date du présent rapport, le Conseil d'administration se compose d'une femme, et de cinq hommes.

2.2. Mandats au sein de la Société

2.2.1 Mandats des administrateurs

Le 25 septembre 2019, le Conseil d'administration a décidé de coopter aux fonctions d'administrateur Monsieur François Géronde, en remplacement de Madame Florence Lustman, démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur. Cette cooptation est soumise à la ratification de la présente assemblée générale.

Le 19 novembre 2019, le Conseil d'administration a également décidé de coopter aux fonctions d'administrateur Monsieur Pierre de Buhren, en remplacement de Monsieur Franck Oniga, démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur. Cette cooptation est soumise à la ratification de la présente assemblée générale.

2.2.2 Mandat du Président du Conseil d'administration

Madame Florence Lustman, Président du Conseil d'administration, ayant démissionné de son mandat au sein de la Société en date du 25 septembre 2019, Monsieur François Géronde a été nommé Président du Conseil d'administration par le Conseil dans sa séance du 25 septembre 2019.

2.2.3 Mandat du Président du Conseil d'administration

Le 25 septembre 2019, le Conseil d'administration a décidé de nommer Monsieur François Géronde en qualité de membre, du Comité des comptes et membre du Comité des risques. Ce dernier, ancien Directeur des Risques Groupe et désormais Directeur Financier de La Banque Postale dispose des connaissances, compétences et d'une expertise qui lui permette, d'une part, d'exercer les missions financières, comptables du Comité des comptes et d'autre part, de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétence en matière de risques de la Société.

Le 19 novembre 2019, le Conseil d'administration a décidé de nommer Monsieur Pierre de Buhren en qualité de membre du Comité des nominations, en remplacement de Monsieur Franck Oniga.

Monsieur Pierre de Buhren dispose de l'expertise qui lui permet d'exercer les missions dévolues au Comité des nominations.

A cette même date, Monsieur Franco Oniga a également démissionné de ses fonctions de membre du Comité des comptes et membre du Comité des risques.

Le Comité des comptes et le Comité des risques sont composés respectivement à ce jour de trois membres : Monsieur Bertrand Sadorge, Président, Madame Tiphaine du Bois de Gaudusson, et Monsieur François Géronde.

Le Comité des nominations est composé de deux membres : Monsieur Tony Blanco et Monsieur Pierre de Buhren.

2.2.4 Mandat du Président du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4 du Code de commerce, nous vous présentons en annexe 1 du Rapport, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice.

2.3. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Le Conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son président.

Toutefois, (i) lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au président de convoquer sur un ordre du jour déterminé par ces administrateurs, (ii) et lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de président du conseil d'administration comme indiqué à l'article 18 ci-après, le directeur général peut demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé dans cette demande.

En cas de carence du Président et par dérogation à l'article 12 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014, le groupe d'administrateurs ou le directeur général qui auront sollicité la convocation du conseil d'administration, seront compétents pour procéder eux-mêmes à la convocation du conseil et fixer l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut également être convoqué par plus du tiers de ses membres sur un ordre du jour et dans un lieu déterminé dans la convocation.

Les administrateurs sont convoqués par tous moyens. La convocation contient notamment la date, le lieu et l'ordre du jour identifiant les questions qui seront discutées lors de la réunion. Des copies des documents pertinents devant être discutés lors de la réunion sont également envoyées aux membres du Conseil.

Le Contrôleur Spécifique est convoqué à chaque réunion du Conseil d'administration selon les mêmes modalités que les administrateurs, et les Commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les réunions du Conseil examinant ou arrêtant les comptes annuels ou intermédiaires.

Le Président préside les séances du Conseil. Le Conseil peut, s'il le juge utile, désigner un Vice-Président qui préside les séances en l'absence du Président. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et à défaut de Vice-Président, la présidence de la séance est assurée par l'administrateur spécialement élu à cet effet par les membres du Conseil présents à la réunion ; en cas de partage des voix, c'est le plus âgé des postulants qui préside.

Un administrateur peut donner, même par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le président de séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs.

Les administrateurs, comme toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel.

Le Conseil d'administration a établi un règlement intérieur qui précise notamment les missions du Conseil, les modalités des réunions et prévoit la possibilité pour les administrateurs de participer au Conseil par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective dans les conditions légales. Cette possibilité n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels et l'établissement du rapport de gestion.

2.4. Code de gouvernement d'entreprise

La Société ne se réfère à aucun code de gouvernement d'entreprise dans la mesure où celle-ci n'a pas de salarié, ne verse pas de rémunération à ses mandataires sociaux qui sont essentiellement choisis en raison de leurs fonctions au sein de La Banque Postale, actionnaire à hauteur de 99,99 % et administrateur de la Société qui respecte le Code Afep-Medef.

2.5. Participations des actionnaires à l'Assemblée Générale

Conformément aux statuts de la Société, tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance dans les conditions légales et réglementaires.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou par un autre actionnaire.

Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions légales et réglementaires.

2.6. Limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Le Conseil d'administration n'a pas apporté d'autre limitation aux pouvoirs du Directeur Général.

Conformément aux dispositions de l'article L.228-40 du Code de commerce et des statuts, le Conseil d'administration a qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations. Il peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, ainsi qu'à toute personne de son choix, les pouvoirs nécessaires pour réaliser, dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

En pratique, le Conseil délègue au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués, chacun pouvant agir conjointement ou séparément, les pouvoirs nécessaires aux fins de :

- sans faculté de subdélégation, décider l'émission d'obligations de financement de l'habitat aux époques, taux et conditions d'émission qu'il juge appropriés et d'en arrêter les modalités ; et
- avec faculté de subdélégation dans les conditions légales applicables, procéder à la réalisation de toute émission.

2.7. Organe choisi pour exercer la direction générale de la Société

Conformément à la réglementation, les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont dissociées. La direction générale de la Société est assurée par un Directeur Général assisté d'un Directeur Général Délégué, tous deux non administrateurs.

3. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons avoir transmis aux Commissaires aux comptes de la Société toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

Nous vous informons également qu'il n'y a pas eu de conventions relevant de l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

4. DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4, 3° du Code de commerce, nous vous informons qu'il n'y a pas de délégations de pouvoirs et/ou de compétences accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration en matière d'augmentation de capital en application des dispositions des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 dudit Code.

5. ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT OU D'ECHANGE (ARTICLE L.225-37-5 DU CODE DE COMMERCE)

Au 31 décembre 2019, La Banque Postale détenait 20 999 999 actions sur les 21 000 000 qui composent le capital social de la Société, soit 99,99 % du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-1 du Code de commerce, un second actionnaire détient une action de la Société.

Il n'existe aucun autre élément susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange. Le Conseil d'administration

Annexe 1
Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société
par les mandataires sociaux au 31 décembre 2019

DIRECTION GENERALE

Monsieur Stéphane MAGNAN, Directeur Général :

- Directeur Général de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)
- Membre du Conseil de surveillance et du Comité d'audit et des risques de La Banque Postale Asset Management (SA à directoire et conseil de surveillance)

Monsieur Dominique HECKEL, Directeur Général Délégué :

- Directeur Général Délégué de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)

Monsieur Patrick PEAUCELLE, Directeur Général Délégué :

- Directeur Général Délégué de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur François GERONDE, Président du Conseil d'administration, membre du Comité des comptes et membre du Comité des risques depuis le 25 septembre 2019:

- Directeur Financier de La Banque Postale (SA à directoire et conseil de surveillance)
- Administrateur, Directeur Général de SF2 (SA)
- Membre du Conseil de surveillance, Président du Comité d'audit et des risques, de LBPAM (SA à directoire et conseil de surveillance)
- Administrateur, membre du comité d'audit et des risques et membre du Comité financier de LBP Assurances IARD (SA)
- Président du Conseil d'administration, membre du Comité des comptes et membre du Comité des risques de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)
- Représentant permanent de SF2, administrateur, Président du Comité d'audit et des risques de LBP Prévoyance (SA)
- Représentant permanent de La Banque Postale, administrateur, de LBP Assurance santé (SA)
- Représentant permanent de SF2, administrateur de Suffren Ré (SA)
- Représentant permanent de SF2, administrateur de Sèvres LBP1(SA)
- Représentant permanent de SF2, administrateur de Sèvres de LBP 2 (SA)
- Représentant permanent de La Banque Postale, membre du Conseil de surveillance du Fonds de Garantie des Dépôts

Monsieur Serge BAYARD, administrateur :

- Président du Directoire de La Banque Postale Leasing & Factoring (SA à directoire)
- Président du Conseil d'administration de La Banque Postale Collectivités Locales (SA)
- Administrateur de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)
- Administrateur, membre du Comité des risques, membre du Comité interne, membre du Comité des Comptes de Société de Financement Local (SA)
- Membre du Comité d'administration de KissKissBankBank & Co. (SA)

Monsieur Tony BLANCO, représentant permanent de La Banque Postale, administrateur et Président du Comité des nominations :

- Membre du Directoire et Secrétaire Général de La Banque Postale (SA à directoire et conseil de surveillance)
- Représentant permanent de SF2, membre du Conseil de surveillance, Président du Comité des nominations, Président du Comité des risques, membre du Comité des rémunérations et membre du Comité d'audit de La Banque Postale Financement (SA à directoire et conseil de surveillance)
- Représentant permanent de La Banque Postale, administrateur et Président du Comité des nominations de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)
- Représentant permanent de SF2, administrateur et membre du Comité des rémunérations de Tocqueville Finance (SA)
- Représentant permanent de SF2, administrateur de Tocqueville Finance Holding (SAS)
- Administrateur et Président du Comité Financier de La Banque Postale Assurances IARD (SA)
- Administrateur de SF2 (SA)
- Représentant permanent de La Banque Postale, membre du Conseil de surveillance, Président du Comité d'audit et des risques de La Banque Postale Asset Management (SA à directoire et conseil de surveillance)
- Représentant Permanent de La Banque Postale, administrateur de Suffren Ré (SA)
- Président du Conseil d'administration d'Ezynes (SAS)
- Vice-Président du Conseil de Transactis (SAS)
- Administrateur de Sopassure (SA)
- Administrateur d'OCBF (association)

Monsieur Pierre de BUHREN, administrateur, membre du Comité des nominations depuis le 19 novembre 2019 :

- Administrateur de LBP Immobilier Conseil (SAS)
- Administrateur et membre du Comité d'audit de Tocqueville Finance (SA)
- Administrateur de Tocqueville Finance Holding (SAS)
- Membre du Conseil de surveillance et membre du Comité d'audit et des Risques de BPE (SA),
- Représentant permanent de La Banque Postale, administrateur d'AEW (SA)
- Administrateur et membre du comité des nominations de LBP Home Loan SFH (SA)

Madame Tiphaine du BOIS de GAUDUSSON, administrateur, membre du Comité des risques et membre du Comité des comptes :

- Administrateur, membre du Comité des risques, membre du Comité des comptes de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)

Monsieur Bertrand SADORGE, administrateur, Président du Comité des Comptes et Président du Comité des risques :

- Membre du Directoire et Directeur Général de La Banque Postale Leasing & Factoring (SA à directoire et conseil de surveillance)
- Administrateur, Président du Comité des Comptes, et Président du Comité des risques de La Banque Postale Home Loan SFH (SA)
- Membre du Comité Stratégique de Domiserve Holding

Madame Florence LUSTMAN, Présidente du Conseil d'administration, a démissionné de ses fonctions le 25 septembre 2019.

Monsieur Franck ONIGA, administrateur, membre du Comité des comptes, membre du Comité des risques, membre du Comité des nominations, a démissionné de ses fonctions le 19 novembre 2019.

5. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

La Banque Postale Home Loan SFH

115 rue de Sèvres
75275 Paris Cedex 06

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que sur les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.



HOME LOAN SFH

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 11 mars 2020

KPMG S.A.

Marie-Christine Jolys
Associée

Neuilly-sur-Seine, le 11 mars 2020

Pricewaterhouse Coopers Audit

Jacques Lévi
Associé



HOME LOAN SFH

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

Fait à Paris, le 11/03/2020

Patrick Peaucelle

Directeur général délégué